

**Communiqué de presse**

**FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT**

**Sale coup pour les retraités**

Lors du dernier comité interministériel d'action sociale (CIAS), les représentants des organisations syndicales ont vivement réagi à l'annonce de la suppression de « l'aide ménagère à domicile » destinée aux retraités.

Ils se sont immédiatement et unanimement opposés à cette décision prise sans aucune concertation préalable, et à ses conséquences. Dans un contexte où le pouvoir d'achat est mis à mal, ce sont les plus démunis qui sont directement frappés par la suppression de cette prestation d'action sociale interministérielle.

Ils condamnent une décision liée à des arbitrages budgétaires, qui ne prévoit aucun dispositif de remplacement, excluant ainsi les retraités de la fonction publique de l'Etat de toute prise en charge, contrairement aux retraités du régime général.

Les organisations syndicales refusent de voir les retraités exclus du bénéfice de l'action sociale interministérielle.

Elles demandent expressément aux ministres chargés de la fonction publique de renoncer à cette mesure totalement incompatible avec le besoin social unanimement reconnu de prise en charge de la dépendance.

Paris, le 16 septembre 2008